

Brochure n° 3122 | Convention collective nationale

IDCC : 454 | **REMONTÉES MÉCANIQUES ET DOMAINES SKIABLES**

Avenant n° 72 du 23 novembre 2020
relatif aux actions de reconversion et de promotion par alternance (Pro-A)

NOR : ASET2150293M

IDCC : 454

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Domaines skiables,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FO ;

FNST CGT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage issue de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, les partenaires sociaux signataires souhaitent favoriser les actions de reconversion ou de promotion par l'alternance. Le présent accord précise les certifications professionnelles accessibles par ce dispositif.

Article 1^{er} | Champ d'application

Le champ d'application du présent avenant est celui défini par l'article 1.1 de la convention collective nationale des remontées mécaniques et domaines skiables du 15 mai 1968.

Article 2 | Dispositions

Le texte suivant sera intégré au chapitre V « Formation professionnelle », de la convention collective telle qu'elle ressortira du travail actuel de réécriture, selon la numérotation des articles suivants :

« Article 5.9 | *Actions de reconversion et de promotion par l'alternance (Pro-A)*

Article 5.9.1 | Éléments de contexte

Les évolutions liées aux attentes des clientèles, aux enjeux de sécurité des usagers et des personnels, aux progrès technologiques, à la nécessité d'adapter les process

à la préservation des ressources naturelles, entraînent une transformation du travail et des compétences requises. Ces évolutions ont été mises en avant par l'étude conduite au printemps 2020 par l'OPCO des entreprises de proximité à l'occasion de la crise liée au "Covid-19", dans les entreprises de la profession.

Par le fait, les partenaires sociaux souhaitent encourager la mobilité interne par la formation, pour des métiers concernés par de fortes mutations de l'activité et pour des salariés confrontés à un risque d'obsolescence des compétences.

Le dispositif de reconversion ou promotion par alternance a pour objectif de faciliter la mobilisation de fonds, pour permettre le maintien dans l'emploi des salariés par l'accès à de nouvelles qualifications, qui tiennent compte de ces transformations. Les partenaires sociaux précisent que ces actions de reconversion ou promotion par alternance sont pleinement cohérentes avec la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences, et nécessaires à l'accompagnement des petites et moyennes entreprises.

Article 5.9.2 | Bénéficiaires

Le dispositif doit permettre la valorisation et le développement des compétences, le maintien en emploi et la construction de parcours professionnels des salariés au sein de la branche. Il a également pour objet de favoriser la création de passerelles entre les différents métiers, la pluriactivité et la sécurisation des parcours.

Tout salarié en contrat à durée indéterminée ou en contrat unique d'insertion peut bénéficier du dispositif. Cela peut être le cas aussi pour les salariés placés en position d'activité partielle.

La reconversion ou la promotion par alternance concerne les salariés dont la qualification est inférieure ou égale au niveau 6 (licence). Conformément au code du travail, la reconversion ou la promotion par alternance doit permettre à ces salariés d'atteindre un niveau de qualification supérieur ou identique à celui qu'ils détiennent au moment de leur demande de reconversion ou de promotion par l'alternance.

Les entreprises de la branche doivent assurer un même accès à ce dispositif aux femmes et aux hommes salariés.

Article 5.9.3 | Modalités d'accès

Le salarié souhaitant bénéficier d'une reconversion ou promotion par alternance en fait la demande par écrit à son employeur. De la même façon l'employeur qui souhaite proposer une reconversion ou promotion par alternance à un salarié le formalisera par écrit.

Une réponse doit être apportée dans un délai de 1 mois à compter de la date de réception de la demande.

Cette formation peut se dérouler pendant ou en dehors du temps de travail. Si la formation a lieu en dehors du temps de travail, le salarié doit donner son accord écrit.

Article 5.9.4 | Financement

Le dispositif est pris en charge par l'OPCO désigné par la branche, selon les critères arrêtés par ce dernier.

La rémunération du salarié en reconversion ou promotion par alternance peut être prise en charge par l'opérateur de compétences selon les modalités prévues au 5° du II de l'article L. 6332-14 et dans les conditions déterminées par décret.

Article 5.9.5 | Certifications professionnelles éligibles

Au regard des enjeux exprimés, des difficultés de recrutement ou des risques d'obsolescence, sont rendues éligibles à la reconversion ou à la promotion par alternance, les certifications suivantes regroupées en 4 familles de métiers :

Le transport par câble :

- CAP transport par câble – RNCP 681 ;
- CQP conducteur de téléski – RNCP 31518 ;
- CQP conducteur de téléporté à attaches fixes – RNCP 31516 ;
- CQP conducteur de téléporté à attaches débrayables – RNCP 31514 ;
- CQP conducteur de téléphérique bi-câbles, funiculaires et appareils associés – en cours d'enregistrement.

Métiers de la maintenance :

- CAP agent de maintenance des industries de matériaux de construction et connexes – RNCP 506 ;
- TP électromécanicien de maintenance industrielle – RNCP 5919 ;
- TP électronicien(ne) de contrôle et de maintenance – RNCP 24939 ;
- électrotechnicien(ne) de maintenance en installations et systèmes industriels – RNCP 31509 ;
- Bac pro maintenance des matériels, option B : matériels de construction et de manutention – RNCP 29700 ;
- électromécanicien d'installations industrielles – RNCP 7408 ;
- chef d'équipe d'exploitation et de maintenance d'électrotechnique – RNCP 31949 ;
- TP technicien(ne) supérieur(e) de maintenance industrielle – RNCP 2469 ;
- DUT génie industriel et maintenance (GIM) – RNCP 2926 ;
- CQP agent d'exploitation des remontées mécaniques et domaines skiables – RNCP 31517 ;
- TP technicien(ne) de maintenance industrielle – RNCP 211 ;
- licence professionnelle maintenance des systèmes industriels, de production et d'énergie (fiche nationale) – RNCP 30088 ;
- licence professionnelle maintenance et technologie : électronique, instrumentation (fiche nationale) – RNCP 30090 ;
- licence professionnelle maintenance et technologie : systèmes pluri-techniques (fiche nationale) – RNCP 30092 ;
- licence professionnelle maintenance et technologie : contrôle industriel (fiche nationale) – RNCP 30089 ;
- licence professionnelle maintenance et technologie : organisation de la maintenance (fiche nationale) – RNCP 30091 ;
- titre ingénieur : ingénieur diplômé de l'université de Marne-la-Vallée, spécialité maintenance et fiabilité des processus industriels – RNCP 25645 ;
- manager de la maintenance (MS) – RNCP 29447 ;
- CQP opérateur(trice) en maintenance industrielle (CQPM) – RNCP 24885 ;
- CQP conducteur mécanicien maintenance de 2^e niveau – RNCP 29850 ;
- CQP technicien(ne) en maintenance industrielle (CQPM) – RNCP 23023 ;
- CQP animateur d'équipe en maintenance – RNCP 23058.

Métiers de la neige :

- la sécurité sur les pistes :
 - pisteur secouriste option ski alpin, 1^{er} degré – répertoire spécifique 2752 ;

- pisteur secouriste option ski alpin, 2^e degré – répertoire spécifique 2753 ;
- pisteur secouriste option ski alpin, 3^e degré – répertoire spécifique 2754 ;
- l’entretien des pistes :
 - CQP nivoculteur responsable de l’installation – RNCP 32110 ;
 - CQP conducteur d’engin de damage – RNCP 31513.

Ces familles ainsi que les certifications rattachées ne sont bien entendu pas exhaustives et pourront faire l’objet d’avenants s’il y a lieu.

Article 5.9.6 | *Durée des actions*

La durée des parcours dans le cadre du dispositif de reconversion ou promotion par alternance est comprise entre 6 et 12 mois.

15 % à 25 % de cette durée de parcours doivent être consacrés à la formation, sans que la durée de formation ne puisse être inférieure à 150 heures. Autant que de besoin, cette proportion pourra être portée au-delà de 25 %.

La durée des dispositifs en reconversion ou promotion par alternance peut être allongée à 36 mois, notamment pour les jeunes de 16 à 25 ans révolus, qui n’ont pas validé un second cycle de l’enseignement secondaire et qui ne sont pas titulaires d’un diplôme de l’enseignement technologique ou professionnel.

La durée peut également être allongée jusqu’à 24 mois pour d’autres types de publics ou lorsque la nature des qualifications prévues l’exige.

Article 5.9.7 | *Tutorat*

Le tutorat se déroulera selon les modalités définies par le code du travail.

Le salarié en reconversion ou promotion par alternance bénéficie de l’aide d’un tuteur. Ce dernier est choisi par l’employeur suite à un appel à candidature parmi les salariés qualifiés de l’entreprise. Le salarié choisi pour être tuteur doit être volontaire et justifier d’une expérience professionnelle d’au moins 2 ans dans une qualification en lien avec l’objectif de reconversion ou de promotion par l’alternance visé.

Les missions du tuteur sont les suivantes :

- accueillir, aider, informer et guider le salarié en reconversion ou promotion par alternance ;
- organiser l’activité du salarié dans l’entreprise et contribuer à l’acquisition des savoir-faire professionnels ;
- veiller au respect de l’emploi du temps du salarié ;
- assurer la liaison avec l’organisme ou le service chargé des actions d’évaluation, de formation et d’accompagnement des bénéficiaires à l’extérieur de l’entreprise ;
- participer à l’évaluation du suivi de la formation. »

Article 3 | *Dispositions spécifiques*

Conformément aux dispositions du code du travail, il est précisé qu’en raison de sa finalité, le présent avenant ne justifie pas de prévoir, pour les entreprises de moins de 50 salariés, des stipulations spécifiques. Il s’applique donc de la même manière aux entreprises de moins de 50 salariés et aux entreprises de 50 salariés et plus.

Article 4 | *Entrée en vigueur, durée, révision et dénonciation du présent avenant*

Le présent avenant entre en vigueur à compter de la date de sa signature.

Il est conclu pour une durée indéterminée.

Il peut être révisé conformément aux dispositions de l'article L. 2261-7 du code du travail. Toute demande en ce sens, émanant d'une organisation signataire, devant être adressée aux autres sur la base d'un délai de prévenance d'au moins 1 mois.

Le présent avenant peut être dénoncé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-10 et suivants du code du travail.

Article 5 | Diffusion de l'avenant

Le présent avenant sera diffusé à l'ensemble des partenaires sociaux représentés dans la profession au jour de sa signature.

Il sera également diffusé aux entreprises adhérentes de domaines skiables de France.

Article 6 | Dépôt

Le présent avenant sera déposé auprès de la direction générale du travail. Un exemplaire sera également remis au greffe du conseil des prud'hommes de Chambéry.

Article 7 | Extension

Les dispositions susvisées seront également soumises à la procédure d'extension prévue par le code du travail.

Fait à Francin, le 23 novembre 2020.

(Suivent les signatures.)